

pour le transport seraient partagés; maintenant qu'il est question du syndicat du blé, c'est une autre chanson.

M. Horner: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Le député de Crowfoot invoque le Règlement.

M. Horner: Bien que je ne voudrais pas embarrasser de quelque façon que ce soit le parti socialiste du Canada, il me semble que le député devrait s'en tenir à l'objet du débat, soit le prêt de fortes sommes d'argent aux agriculteurs. Ce bill ne porte pas sur le commerce des céréales et ni sur la question de savoir si un syndicat du blé a acquis une entreprise privée ou si une compagnie privée d'acheminement des céréales a acquis un syndicat du blé.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, je vous prie. Je pense que, dans une certaine mesure, le député de Crowfoot a raison. Toutefois, étant donné qu'il existe un rapport entre le crédit agricole et toute question qui affecte les communautés rurales, je laisse donc parler le député de Regina-Lake Centre.

M. Benjamin: Monsieur l'Orateur, je remercie le député de Crowfoot d'avoir soulevé la question. S'il l'avait soulevée au milieu de son intervention, elle aurait été conforme au Règlement. Voici où je veux en venir. Certains députés de l'opposition officielle tergiversent depuis deux mois et essaient d'être des deux côtés de la barrière. Mais ils ne peuvent plus le faire. Du moins, les députés qui se trouvent à ma gauche, ceux de l'extrême droite, prennent position. Quand il s'agit de crédit agricole, cependant, les conservateurs disent qu'ils doivent protéger la ferme familiale et s'empressent d'ajouter qu'il ne faut pas laisser ces exploitations prendre trop d'importance, car elles n'auraient plus autant besoin de recourir au crédit et, par conséquent, la Société du crédit agricole perdrait de son utilité.

L'intervention du député de Lisgar sur les petites fermes m'a beaucoup intéressé, et j'espère qu'il pensait ce qu'il a dit cet après-midi, car s'il a raison et si, Dieu nous en préserve, nous avons un jour à nouveau un gouvernement conservateur, la National Grain Company devra abandonner l'élevage des porcs. C'est indiscutable; ce sera l'un ou l'autre.

• (2130)

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Le député de Crowfoot invoque le Règlement.

M. Horner: Je tiens à ce qu'il soit absolument clair que ni la National Grain Company ni M. Heffelfinger ne sont des amis du parti Tory. M. Heffelfinger serait plutôt un compagnon de lit des libéraux.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je crains que le député de Crowfoot ne se mêle au débat.

M. Benjamin: Je suis heureux d'apprendre que le parti Tory ne partage ni le lit de la National Grain Company, ni celui de M. Heffelfinger, ni la litière des cochons.

M. Horner: Parfaitement exact.

L'hon. M. Lang: Il n'a pas dit cela.

Une voix: Vous avez vos «Waffles».

M. Benjamin: Nous sommes fiers d'eux car au moins ils disent ce qu'ils sont.

Une voix: Ils sont passablement gloutons aussi.

[M. Benjamin.]

M. Benjamin: Ce sont ceux qui hésitent entre un côté et l'autre qui m'inquiètent. Pour ce qu'il vaut, revenons-en au crédit agricole. Le député de Lisgar a cité le président du Syndicat national des cultivateurs. Voilà une véritable aile droite tory. Je trouve amusant que s'ils veulent être des deux côtés de la question, il leur faille citer les paroles du président du Syndicat national des cultivateurs.

Ce que les Tories ont oublié de citer dans les déclarations du président de ce Syndicat, c'est que toute la question du crédit agricole et de la Société du crédit agricole ne vaut pas grand-chose tant qu'un gouvernement national ne fera rien en faveur des revenus et des dépenses agricoles. Tant que cela ne se produira pas, peu importe si nous avons les Grits ou les Tories—et voilà plus de 100 ans que nous avons les uns ou les autres. Depuis 25 ans, malgré les protestations des soi-disant cowboys Tory des Prairies, nous avons perdu au pays 400,000 exploitations agricoles familiales. Cela s'est produit depuis 1945 bien que nous ayons eu la malchance d'avoir un gouvernement Tory au lieu d'un gouvernement libéral pendant une partie de ce temps. Rien n'a changé quand nous avons le gouvernement Tory.

Je voudrais féliciter le député de Vegreville (M. Mazankowski). J'ai trouvé son discours digne d'un membre en règle du NPD. J'espère ne pas lui faire perdre des votes en disant cela. Je me réjouis de certaines choses qu'il a dites de l'efficacité et des revenus en matière d'agriculture, mais il aurait pu se demander pourquoi les agriculteurs qui améliorent leur efficacité ne recueillent pas les fruits de ce système de la libre entreprise. Pourquoi autant d'exploitation familiales ont-elles disparu en Saskatchewan alors même que la productivité augmentait?

Si le pays n'est pas prêt à approuver des subventions destinées à majorer le revenu des agriculteurs, le crédit agricole est de l'argent jeté par les fenêtres. Le député de Saskatoon-Biggan (M. Gleave) a mis le doigt sur la plaie quand il a dit qu'il fallait faire quelque chose à propos des revenus et des prix de revient des agriculteurs, parce qu'une politique consistant à prêter \$100,000 à 7 ou 8 p. 100 est une politique de faillite.

Il faut qu'il y ait un changement important dans la politique agricole canadienne. Le gouvernement du pays doit reconnaître qu'il y a quelque chose de fondamental, de civilisé, d'humain, de décent et d'économique dans une collectivité rurale viable. Je ne parle pas seulement des exploitations agricoles, mais aussi des villages et hameaux qui assurent leurs services, des petites villes qui desservent ces villages et ces hameaux et des grandes villes qui les desservent tous.

De nombreux pays utilisent une partie de leurs richesses naturelles pour garder les ruraux à la campagne. Comme l'ont fait remarquer beaucoup de mes collègues et amis, ne serait-ce que pour faire des économies, nous devons garder ces gens à la terre. Il y a une autre raison à cela même s'il faut pour cela leur verser des subventions deux ou trois ans sur cinq. Il est plus civilisé, humain, défendable et économique de les garder à la campagne que de les envoyer à Saskatoon, Regina, Toronto, Winnipeg ou ailleurs, et c'est là qu'ils veulent rester.

J'aimerais bien que le ministre de l'Agriculture soit présent à la Chambre pendant le débat sur son propre bill, car c'est lui qui refuse de faire quoi que ce soit au sujet des coûts des produits agricoles. Le député de Saskatoon-Biggan et moi-même avons soulevé la question du prix des engrais. Nous avons signalé que les cultivateurs de l'Ontario et des provinces de l'Ouest sont victimes d'un cartel. Il a alors haussé les épaules et répondu que si nous